

Délibération n° 21-09-20

**Nombre de Membres**

<b>En exercice :</b>	<b>25</b>
Présents :	<b>17</b>
Pouvoirs :	<b>7</b>
Votants :	<b>24</b>
Absent :	<b>1</b>

**Nombre de Voix**

<b>Voix :</b>	<b>37</b>
Pour :	<b>37</b>
Contre :	<b>0</b>
Bulletin blanc :	<b>0</b>
Abstention :	<b>0</b>

**Objet :** Mise à jour du  
Règlement Interne d'Achat  
(RIA).

**Extrait du registre des délibérations du  
Syndicat Mixte du Bassin de l'Or**

**Séance du 28 septembre 2020**

Le vingt-huit septembre deux mille vingt à dix-sept heures trente, le Conseil Syndical, dûment convoqué le 18 septembre 2020, s'est réuni à Saint-Just, salle René **VALETTE**, sous la Présidence de Claude **BARRAL**.

Le Président procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint, conformément aux statuts du Symbo qui prennent en compte les procurations. La séance est ouverte à 17 h 40.

**MEMBRES PRESENTS**

**Conseil Départemental de l'Hérault**

M. Claude **BARRAL**  
Mme Marie-Thérèse **BRUGUIERE**  
M. Yvon **PELLET**

**Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or**

M. Gérard **GRABIEL**  
M. Bernard **GANIBENC**  
M. Fabrice **PECQUEUR**  
M. René **CHALOT**  
M. Jean-Paul **HUOT** (suppléant – remplace M. Jean **ORTEGA**)

**Communauté de Communes du Pays de Lunel**

M. Florian **TEMPIER**  
M. Jean-Michel **ROUX**  
M. Michel **CRECHET**  
Mme Dominique **LONVIS** (suppléante – remplace M. Jean-Jacques **ESTEBAN**)  
M. Fabrice **FENOY**

**Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup**

M. Eric **BASCOU** (suppléant – remplace M. Jean-Claude **ARMAND**)

**Montpellier Méditerranée Métropole**

Mme Véronique **NEGRET**  
M. Bruno **PATERNOT**  
Mme Jackie **GALABRUN BOULBES**

**MEMBRES AYANT DONNE PROCURATION**

**Conseil Départemental de l'Hérault**

M. Renaud **CALVAT** (procuration à M. Claude **BARRAL**)  
Mme Véronique **CALUEBA RIZZOLO** (procuration à M. Yvon **PELLET**)  
Mme Dominique **NURIT** (procuration à Mme Marie-Thérèse **BRUGUIERE**)

**Communauté de Communes du Pays de L'OR**

M. Christian **JEANJEAN** (procuration à M. Yvon **PELLET**)

**Montpellier Méditerranée Métropole**

Mme Isabelle **TOUZARD** (procuration à Mme Véronique **NEGRET**)  
M. Geniès **BALAZUN** (procuration à Mme Jackie **GALABRUN BOULBES**)  
M. Jean-Luc **MEISSONNIER** (procuration à M. Bruno **PATERNOT**)

**Délibération n° 21-09-20**

Considérant que la réglementation applicable aux marchés publics laisse le soin aux pouvoirs adjudicateurs de déterminer ou définir leurs politiques d'achats, dans le respect de la légalité du droit de la commande publique, il est proposé de mettre à jour le règlement intérieur des achats du Symbo.

L'objectif de ce document en annexe, est de définir les règles internes propres au Symbo en matière d'achats publics, et plus particulièrement sur les modalités de passation des achats inférieurs aux seuils européens, passés en procédure adaptée.

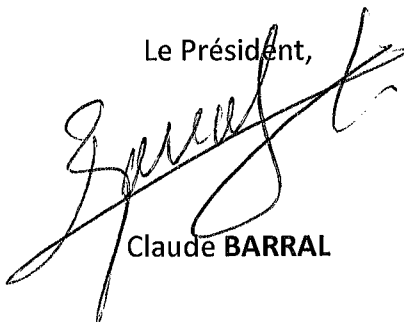
Les membres du Comité Syndical, à l'unanimité :

**VALIDENT** la mise à jour du Règlement Interne d'Achat annexé à la délibération.

Fait à Lunel, le 28 septembre 2020

**SYNDICAT MIXTE  
du BASSIN de L'OR**  
130, chemin de Merles  
34400 LUNEL

Le Président,



Claude **BARRAL**

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

## REGLEMENT INTERNE D'ACHAT DU SYMBO

### Textes de références :

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Code de la Commande Publique (applicable à compter du 01/04/19)
- Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018
- Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018
- Le Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (version du 26 septembre 2014)

Considérant que la réglementation applicable aux marchés publics laisse le soin aux pouvoirs adjudicateurs de déterminer ou définir leurs politiques d'achats, dans le respect de la légalité du droit de la commande publique, l'objectif de ce document est de définir les règles internes propres au SYMBO en matière d'achats publics, et plus particulièrement sur les modalités de passation des achats inférieurs aux seuils européens, passés en procédure adaptée.

## Table des matières

Article 1. Rappel des principes fondamentaux.....	2
Article 2. Préparation de l'achat.....	2
Article 3. Les marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables.....	2
Article 4. Les marchés passés en procédure adaptée (MAPA) .....	3
4.1 Les marchés passés selon une procédure adaptée d'un montant égal ou supérieur à 40 000€ HT et inférieur à 90 000€ HT .....	3
4.2 Les marchés passés selon une procédure adaptée d'un montant égal ou supérieur à 90 000€ HT et inférieur aux seuils communautaires.....	5
Article 5. Les Marchés formalisés d'un montant supérieur aux seuils communautaires .....	7
Article 6. Délégation de compétence au Président pour passer et signer les Marchés à procédure adaptée .....	7
Article 7. Modification du marché en cours d'exécution .....	8
Annexe : Règlement intérieur de fonctionnement de la commission MAPA .....	10

## Article 1. Rappel des principes fondamentaux

Les marchés publics soumis au Code de la Commande Publique (CCP) respectent les principes de :

- Liberté d'accès à la commande publique
- Egalité de traitement des candidats
- Transparence des procédures

Le respect de ces principes permet d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

## Article 2. Préparation de l'achat

La procédure à mettre en œuvre est déterminée pour l'essentiel par le montant prévisionnel et les caractéristiques des prestations à réaliser, d'où la nécessité de procéder à une définition précise et sincère des besoins.

La valeur estimée du besoin est calculée sur la base du montant HT du marché envisagé, y compris options et reconductions. En cas de marché public alloti, l'acheteur prend en compte la valeur totale estimée de l'ensemble des lots. En cas d'accord-cadre à bons de commande, l'acheteur tient compte de la valeur maximale estimée pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre.

Le Symbo définit préalablement et précisément ses besoins et recherche, dans tout acte d'achat, la bonne utilisation des deniers publics par la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse.

## Article 3. Les marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables

*Article R2122-8 du CCP [Pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros hors taxes]*

Les marchés publics d'un faible montant ne sont pas assimilés à des marchés à procédure adaptée. L'article R. 2122- 8 du Code de la Commande Publique dispense ces marchés des obligations de publicité et de mise en concurrence.

Outre les autres cas permis par l'article L. 2122-1 du CCP, dont notamment l'urgence impérieuse, les marchés publics qui répondent à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à **40 000 euros HT** (seuil au 1<sup>er</sup> janvier 2020), pourront être passés sans publicité ni mise en concurrence préalables (article R. 2122- 8 du CCP).

Toutefois, afin de garantir la bonne utilisation des deniers publics et les principes fondamentaux de la commande publique, le SYMBO s'attachera, selon la complexité et le montant du besoin, à demander plusieurs devis ou propositions techniques et financières parmi les fournisseurs et prestataires identifiés comme susceptibles de répondre au besoin.

Le SYMBO s'engage également à ne pas contractualiser systématiquement avec le même opérateur économique si une pluralité d'offres existe.



## Article 4. Les marchés passés en procédure adaptée (MAJ)

Les marchés d'un montant estimé supérieur ou égal à 40 000 euros HT (seuil au 1er janvier 2020) et inférieurs aux seuils européens de procédure formalisée (articles R. 2124-1 et R. 2323-4 du CCP) doivent être passés selon la procédure adaptée et doivent faire l'objet d'une publicité adaptée.

Dans le cadre des marchés passés selon une procédure adaptée, en fonction notamment de l'objet du marché, de l'urgence impérieuse de certaines situations, ou de l'absence de concurrence avérée dans le domaine concerné, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, par décision écrite dûment motivée, décider de déroger, en tout ou partie, aux procédures internes établies et de satisfaire à ses besoins par la mise en œuvre d'une autre procédure.

A l'inverse, il reste possible au représentant du pouvoir adjudicateur de décider d'appliquer une procédure plus contraignante que celle prescrite par le règlement interne d'achat. Il la respecte alors dans sa totalité.

En tout état de cause, pour toutes les consultations engagées, le représentant du pouvoir adjudicateur conserve les pièces relatives aux différentes étapes suivies pour aboutir au choix du titulaire.

### DEMATERIALIZATION

Conformément à la dématérialisation des marchés publics rendue obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018, le SYMBO a créé un profil acheteur propre sur la plate-forme de marchés publics dématérialisés de Midi-Libre [www.midilibre-marchespublics.com](http://www.midilibre-marchespublics.com).

#### **4.1 Les marchés passés selon une procédure adaptée d'un montant égal ou supérieur à 40 000€ HT et inférieur à 90 000€ HT**

*Article R2131-12 du CCP [Pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est  $\geq 40\,000$  et  $< 90\,000$ €HT]*

**Publicité :** En matière de publicité et de mise en concurrence, le pouvoir adjudicateur a l'obligation de procéder à une publicité libre adaptée. Les dispositions de l'article R. 2131-12 du Code de la Commande Publique s'appliquent.

Le Symbo publie l'avis de marché sur le support de son choix (sur son profil acheteur et son site internet et/ou dans un journal qui n'a pas le statut de journal d'annonces légales, par exemple).

L'acheteur fixe les délais de réception des candidatures et des offres partant de la date de publicité en tenant compte de la complexité du marché et du temps nécessaire aux opérateurs économiques pour préparer leur candidature et leur offre.

Dans tous les cas, ce **délai de publication** ne pourra être inférieur à **15 jours calendaires**. En fonction du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques, cette publication pourra être locale, nationale, voire communautaire.

Publicité réglementaire OBLIGATOIRE	Publicité complémentaire 1 OBLIGATOIRE	Publicité complémentaire 2 OPTIONNELLE	Publicité complémentaire 3 OPTIONNELLE
Profil acheteur (plateforme Midi Libre)	Site internet du SYMBO	Journaux techniques spécialisés	Journal Annonces Légales ou BOAMP

Procédure et délais : le marché sera écrit. La consultation fera l'objet d'un dossier de consultation contenant à minima :

- Un avis d'appel public à la concurrence
- Un règlement de la consultation
- Un cahier des clauses particulières
- Un cahier des clauses techniques particulières
- Le cas échéant, un cadre pour l'offre de prix (BPU, DQE, DPGF)

En application du Code de la Commande Publique, le SYMBO ne proposera plus systématiquement d'acte d'engagement aux candidats à compléter dès le dépôt des offres. Seul l'attributaire du marché signera le formulaire [\(notice ATTR11\)](#) ou tout autre document équivalent.

Un **rapport d'analyse des offres** sera établi, rappelant notamment les étapes de la procédure et les motivations du choix.

Dans le Règlement de consultation, les opérateurs économiques candidats sont invités à remettre la déclaration sur l'honneur mentionnée à l'article R2143-3 du CCP mais pourront produire les certificats de régularité fiscale et sociale sur la base du volontariat.  
 Lesdits certificats seront exigibles uniquement à l'entreprise attributaire du marché avant signature.

Le marché est attribué par le représentant du pouvoir adjudicateur à l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au vu des critères établis dans le règlement de consultation et conformément au rapport d'analyse des offres.

L'original du rapport d'analyse des offres est conservé par le chargé d'opération, une copie est gardée par le secrétariat administratif.

Le pouvoir adjudicateur avise, **dès qu'il s'est assuré être en possession de l'ensemble des attestations fiscales et sociales du candidat retenu**, tous les autres candidats du rejet de leurs offres par courrier libre.

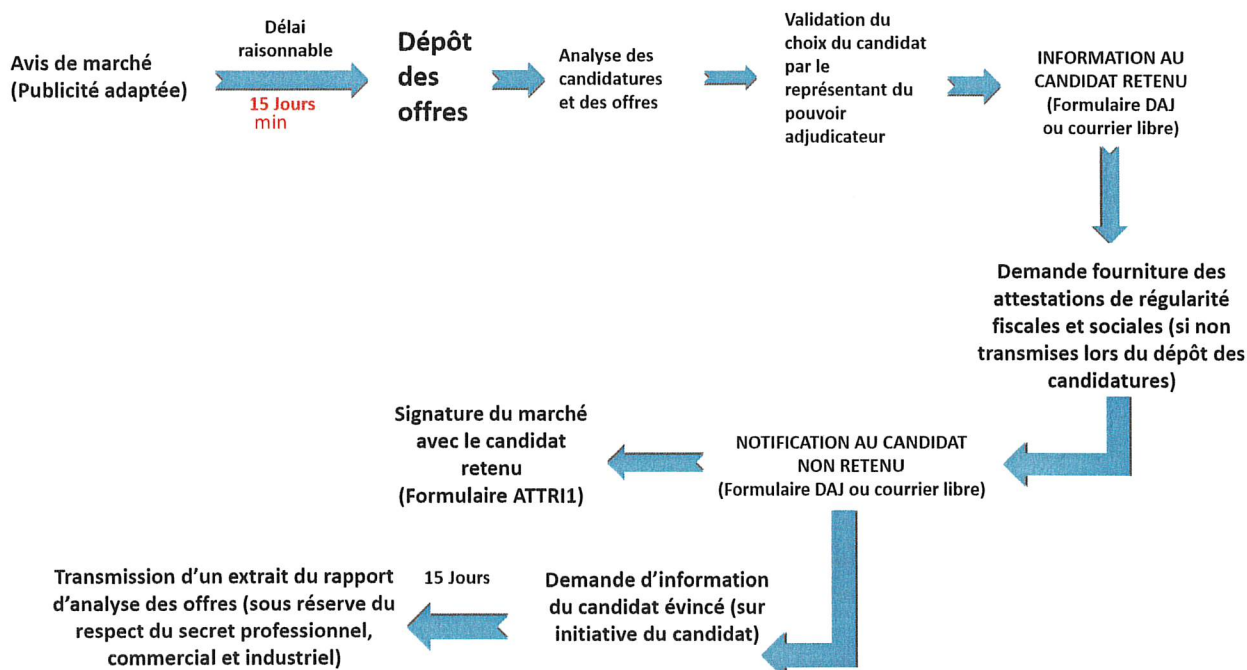
A la demande du candidat évincé, le SYMBO transmettra un extrait du rapport d'analyse des offres contenant les informations du candidat évincé et du candidat retenu en occultant toute information relative au secret professionnel, commercial et industriel, ceci dans un délai de 15 jours à réception de la demande écrite.

Le marché pourra être signé avec le candidat retenu sans délai minimal (CE, 11 décembre 2013, req. n° 372214) contrairement à un marché en procédure formalisée.



## DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'UN MAPA ≥ 40 000€

ID : 034-253401830-20200928-2809\_MAJ\_RIA-DE



#### 4.2 Les marchés passés selon une procédure adaptée d'un montant égal ou supérieur à 90 000€ HT et inférieur aux seuils communautaires (214 000€ HT pour les fournitures et les services et 5 350 000 € HT pour les travaux au 1er janvier 2020 – seuils modifiés tous les 2 ans).

Article R2131-12 du CCP [Pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est ≥ 90 000€HT et < aux seuils communautaires]

Pour cette catégorie de marché, le SYMBO prévoit l'intervention de la commission MAPA, formulant un avis consultatif avant attribution, et dont le règlement intérieur est annexé au présent règlement d'achat.

**Publicité et mise en concurrence :** Le pouvoir adjudicateur est tenu de publier un avis d'appel public à la concurrence soit dans le BOAMP (bulletin officiel des annonces des marchés publics), soit dans un journal habilité à recevoir des annonces légales (JAL).

Le Symbo publie ses marchés sur la plate-forme dématérialisée des marchés publics Midi Libre (profil acheteur).

Compte tenu de la nature ou du montant de l'achat, le pouvoir adjudicateur apprécie si une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est nécessaire pour assurer une publicité conforme aux grands principes de la commande publique.

Publicité réglementaire OBLIGATOIRE	Publicité minimale OBLIGATOIRE	Publicité complémentaire 1 OBLIGATOIRE	Publicité complémentaire 2 OPTIONNELLE
Profil acheteur (plateforme Midi Libre)	Journal Annonces Légales ou BOAMP	Site internet du SYMBO	Journaux techniques spécialisés

Procédure et délais : Le délai de remise des candidatures et des offres laissé aux opérateurs économiques doit être suffisant pour leur permettre, en fonction de l'objet du marché et de la complexité du dossier, de formuler leur réponse sous forme écrite, sans pouvoir être inférieur à **21 jours** à compter de l'envoi de la publicité.

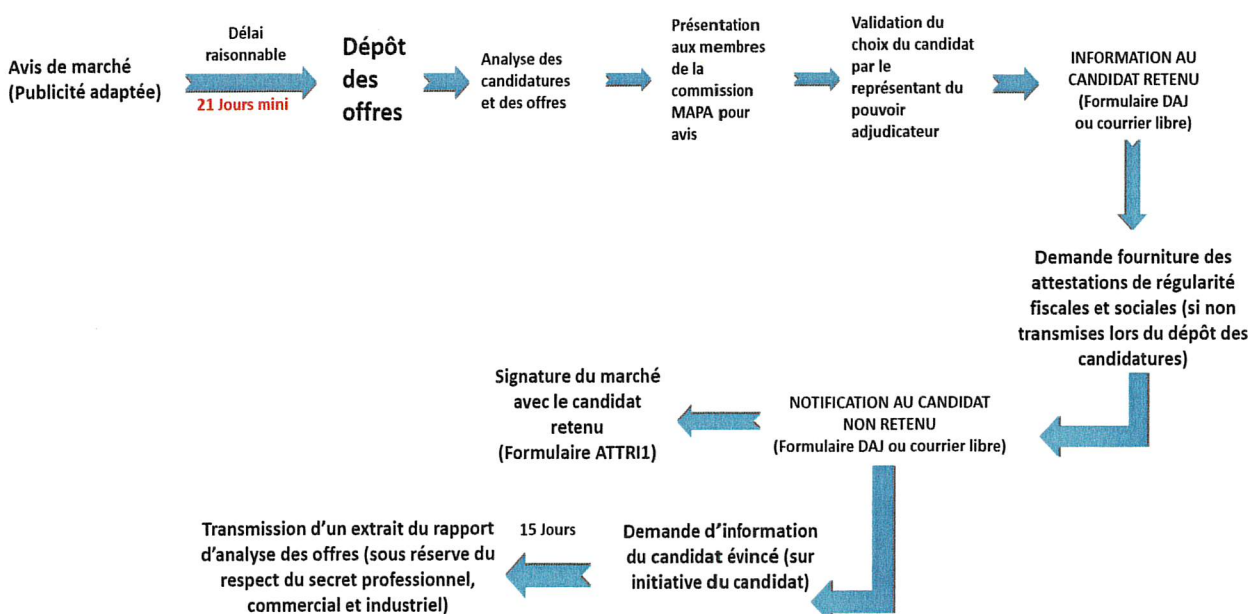
Le pouvoir adjudicateur devra constituer un dossier de consultation des entreprises comprenant à minima :

- Un avis d'appel public à la concurrence
- Un règlement de la consultation
- Un cahier des clauses administratives particulières
- Un cahier des clauses techniques particulières
- Le cas échéant, un cadre pour l'offre de prix (BPU, DQE, DPGF)

Attribution du Marché : L'analyse du marché sera soumise à l'approbation de la commission MAPA qui donne un avis, au Pouvoir Adjudicateur, sur l'attribution du marché.

En application du Code de la Commande Publique, le SYMBO ne proposera plus systématiquement d'acte d'engagement aux candidats à compléter dès le dépôt des offres. Seul l'attributaire du marché signera le formulaire ([notice ATTR11](#)) ou tout autre document équivalent.

#### DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'UN MAPA ≥ 90 000 € HT ET < 214 000€ HT POUR LES FOURNITURES ET LES SERVICES ET < 5 350 000 € HT POUR LES TRAVAUX





## Article 5. Les Marchés formalisés d'un montant supérieur aux seuils communautaires (*seuils communautaires au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : à partir de 214 000 € HT pour les fournitures et services et 5 350 000 € HT pour les travaux*)

Lorsque la valeur estimée du marché public est supérieure ou égale au seuil européen mentionné à l'article R. 2131-14 du code, les avis d'appel à la concurrence doivent être publiés au JOUE.

Les règles de passation des marchés formalisés sont définies dans le Code de la Commande Publique.

Les marchés dont les montants sont estimés supérieurs aux seuils européens seront analysés et attribués par la commission d'appel d'offre (CAO).

Les membres élus de la CAO, composée et fonctionnant conformément à l'article 1411-5 du CGCT., sont nominativement désignés par le Comité Syndical du Symbo.

## Article 6. Délégation de compétence au Président pour passer et signer les Marchés à procédure adaptée (MAPA)

Afin de ne pas ralentir les processus de décision et d'action relatifs à la notification des marchés publics passés en procédure adaptée, et conformément à l'article L.2122-22 4° du Code Général des Collectivités Territoriales, le comité syndical, par délibération à chaque nouvelle installation de son assemblée, autorise le Président, pour la durée de son mandat :

### *Concernant les marchés de fourniture et services*

- à prendre toute décision, lorsque les crédits sont prévus au budget, concernant la préparation, la passation, l'exécution, la signature et le règlement des marchés publics de fournitures et de services ou de toutes autres procédures de consultation, pouvant être passés selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique,
- ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat supérieure à 10 % du montant du marché initial, dès lors que les crédits sont prévus au budget et qu'ils n'ont pas pour effet de faire franchir au montant initial du marché, les seuils européens de passation des marchés publics (*procédures formalisées ≥ 214 000,00 € HT au 1<sup>er</sup> janvier 2020*),

### *Concernant les marchés de travaux*

- à prendre toute décision, lorsque les crédits sont prévus au budget, concernant la préparation, la passation, l'exécution, la signature et le règlement des marchés publics de travaux, lorsque leurs montants sont inférieurs ou égaux au seuil européen de passation des marchés publics de fournitures et de services (*214 000,00 € HT au 1<sup>er</sup> janvier 2020*),
- ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat supérieure à 15 % du montant du marché initial, dès lors que les crédits sont prévus au budget et qu'ils n'ont pas pour effet de faire franchir au montant initial du marché le seuil européen de passation des marchés publics de fourniture et de services (*214 000,00 € HT au 1<sup>er</sup> janvier 2020*),
- à conclure et signer toute convention de groupement de commandes, de co-maîtrise d'ouvrage dans lesquelles les marchés ou la part des marchés du syndicat mixte sont inférieurs au seuil européen de passation des marchés publics de fournitures et de services

## Article 7. Modification du marché en cours d'exécution

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le SYMBO pourra apporter des modifications aux marchés en cours d'exécution dans la limite de 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans formalité particulière.

Les autres cas de modifications exceptionnelles pourront être appliqués dans les limites prévues par les articles précédemment cités.

# Tableau récapitulatif des procédures pour les marchés non formalisés

TYPE DE MARCHÉ	< 40 000 € HT	≥ 40 000 € HT et < 90 000 € HT	≥ 90 000 € HT et < seuils communautaires (fournitures & services : 214 000 € HT ; travaux : 5 350 000 € HT)
	Sans publicité ni mise en concurrence préalables	MAPA Dématérialisation obligatoire	
Publicité		Profil acheteur Site internet Sympo	Profil acheteur / Site internet Sympo BOAMP ou Journal d'annonces légales
Délai de publicité		15 jours francs minimum	21 jours francs minimum
Mise en concurrence	Non obligatoire	Obligatoire	Obligatoire
Pièces de la consultation		DCE complet	DCE complet
Pièces du marché	Lettre de commande ou devis signé	DCE complet	DCE complet
Analyse	Non formalisée	Rapport d'Analyses des Offres	Rapport d'Analyses des Offres
Commission	non	non	Commission MAPA
Attribution	Président	Président	Président
Notification	Envoi simple	Envoi recommandé et/ou Profil acheteur	Envoi recommandé et/ou Profil acheteur
Information des candidats non retenus	non	Envoi recommandé et/ou Profil acheteur	Envoi recommandé et/ou Profil acheteur
Contrôle de légalité	non	non	Oui, à partir de 214.000 €HT pour Travaux



## REGLEMENT INTERIEUR DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION MAPA

Considérant qu'en deçà des seuils européens, les collectivités locales peuvent passer leurs marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée dont les modalités sont déterminées librement dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique, le présent règlement intérieur de vise à définir la composition, le rôle et le fonctionnement de la Commission MAPA du SYMBO. Il est établi dans le respect de la réglementation en vigueur et s'appuie sur la mise en œuvre des principes de concurrence, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

### TITRE 1 : Objet et attribution

#### Article 1

La commission MAPA a pour objet l'examen des candidatures et des offres en vue de la passation des marchés et contrats en procédure adaptée à conclure par le SYMBO, répondant à un besoin dont le montant estimé est supérieur à 90 000€ HT et inférieur aux seuils des procédures formalisées.

#### Article 2

La Commission MAPA est chargée de formuler un avis consultatif avant attribution du marché par le Président, sur la ou les offres économiquement les plus avantageuses ou sur le caractère fructueux ou infructueux des consultations organisées par le SYMBO, pour les marchés visés à l'article 1

Elle pourra également proposer au Président d'engager des négociations avec un ou plusieurs candidats.

### TITRE II : Composition et rôle des membres de la commission

#### Article 3 : Composition :

La Commission MAPA est composée :

- du Président du Syndicat mixte,
- auxquels s'ajoutent 5 membres titulaires et 5 membres suppléants désignés parmi les délégués du comité syndical du Symbo.

#### Article 4 : Rôle de la Commission MAPA

Le rôle de la commission MAPA est de formuler un avis consultatif sur l'admission des candidatures, le projet de rapport d'analyse des offres, le classement des offres et le choix des titulaires.

En aucun cas elle n'attribue le marché public.

Les membres de la commission sont tenus au secret : leur devoir de réserve s'étend à l'ensemble des informations dont ils sont destinataires et aux débats auxquels ils participent.

Les fonctions de membres de la commission sont incompatibles avec celles de prestataire direct ou indirect de l'organisme, hormis pour les experts appelés en raison de leur compétence.

## TITRE III : Fonctionnement

### Article 5 : Règles de convocation

Une convocation indiquant la date, l'heure et le lieu de la réunion est transmise par voie électronique à chaque membre dans un délai de 3 jours francs au moins, avant la réunion de la Commission. Est joint à la convocation, l'ordre du jour prévisionnel de la réunion, listant les dossiers à examiner. Cet ordre du jour peut être modifié jusqu'au jour de la réunion de la Commission.

Tout membre titulaire empêché d'assister à une séance de la commission sera remplacé par un membre suppléant.

Sont également invités aux réunions de la commission MAPA, à titre consultatif :

- le Directeur du Symbo
- la Responsable administrative et financière du Symbo
- le/les techniciens compétents sur l'objet des marchés examinés

Pour tout sujet évoqué, nécessitant des connaissances dans des domaines précis, le Président de séance peut inviter également des personnalités extérieures qualifiées capables d'éclairer la Commission dans son analyse en raison de leur compétence dans la matière.

### Article 6 : Conditions d'obtention du quorum

Le quorum de la Commission est atteint lorsque plus de la moitié des membres sont présents. Ce quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Si après une première convocation, le quorum n'a pas été atteint, la Commission est à nouveau convoquée sans condition de délai. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum. Afin notamment d'assurer les règles de quorum, les membres titulaires et suppléants sont convoqués pour chaque réunion avec une priorité accordée aux premiers.

### Article 7 : Déroulement

Les débats sont organisés par le Président de la Commission.

Chaque séance fait l'objet d'un procès-verbal signé par chacun des membres ayant voix délibérative présents lors de la réunion de la Commission.

Ce procès-verbal retrace les modalités d'ouverture des plis et d'admission des candidatures, rapporte l'avis de la commission sur le classement des offres et les motivations qui ont conduit à cet avis et mentionne les propositions d'attribution du/des marchés examinés. Ce rapport n'est pas public.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020

Reçu en préfecture le 13/10/2020

Affiché le

ID : 034-253401830-20200928-2809\_MAJ\_RIA-DE